

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/30053]

**10 JANVIER 2019. — Décret modifiant le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions modificatives*

**Article 1<sup>er</sup>.** À l'article 1<sup>er</sup> du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 4° est remplacé par « 4° le domaine : la subdivision administrative regroupant l'ensemble des cours d'une orientation d'études artistique donnée ; » ;

2° il est ajouté un 9° et 10°, rédigés comme suit :

« 9° le Service de l'inspection de l'enseignement artistique : le service visé à l'article 3, alinéa 2, 5°, du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques ; »

« 10° le Conseil général : le Conseil général de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit visé à l'article 121. ».

**Art. 2.** À l'article 4 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les mots « une ou plusieurs des sections suivantes » sont remplacés par les mots « un ou plusieurs des domaines suivants » ;

2° au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, les caractères « 51, § 2 » sont remplacés par les caractères « 51, §§ 2 à 5 » ;

- le a) est remplacé par la disposition suivante : « a) d'objectifs d'éducation et de formation artistiques spécifiques à chacun des domaines ; »

- le c) est remplacé par la disposition suivante : « c) de nombre d'années d'études organisables dans chacune des filières d'enseignement ; » »

3° au paragraphe 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, la phrase « Chaque modification du programme doit être soumise à l'approbation du Gouvernement. » est supprimée;

b) l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par deux nouveaux alinéas rédigés comme suit :

« Le Pouvoir organisateur peut également adhérer à un programme de cours proposé par une ou plusieurs organisations représentatives de pouvoirs organisateurs et approuvé par le Gouvernement après avis du Conseil général.

Chaque modification à un programme de cours doit être soumise à l'approbation du Gouvernement. ».

**Art. 3.** L'article 6 du même décret est complété par un second alinéa rédigé comme suit :

« L'approbation par le Gouvernement d'un programme de cours visé à l'article 4, § 4, est également requise pour l'admission aux subventions des cours artistiques de base ou complémentaires. ».

**Art. 4.** Dans le même décret, il est inséré un article 7bis rédigé comme suit :

« Article 7bis. - Les services du Gouvernement sont chargés de vérifier que le Pouvoir organisateur respecte, outre les obligations reprises à l'article 24, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, l'égalité de traitement entre les élèves inscrits dans ses établissements.

En cas de non-respect de l'alinéa précédent, la procédure prévue à l'article 24, § 2ter, de la loi du 29 mai 1959 précitée s'applique. ».

**Art. 5.** Dans l'article 16, alinéa 4, du même décret, les caractères « au § 2 » sont remplacés par les caractères « à l'alinéa 3 ».

**Art. 6.** L'article 23 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

Article 23. - Dans les domaines des arts de la parole et du théâtre, de la musique et de la danse, après avis du Conseil général de concertation de l'enseignement secondaire ordinaire, les périodes d'enseignement des Humanités artistiques visées à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire peuvent être organisées dans les établissements de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit dont le Gouvernement fixe la liste à concurrence d'un établissement par zone d'enseignement. Cette liste inclut les sept établissements repris ci-après :

1° Conservatoire de Musique Arthur Grumiaux de Charleroi ;

2° Académie intercommunale de Musique, de danse et des arts de la parole de Court-Saint-Etienne et Ottignies-Louvain-la-Neuve ;

3° Académie de Musique Grétry de Liège ;

4° Conservatoire de Musique de Huy ;

5° Académie de Musique d'Ixelles ;

6° Académie de Musique de Mons ;

7° Conservatoire de Musique de Namur. »

**Art. 7.** Dans l'article 23*bis* du même décret, les mots « et du Conseil de perfectionnement » sont supprimés.

**Art. 8.** L'article 27 du même décret est abrogé.

**Art. 9.** Dans l'article 28 du même décret, les mots « des articles 26 et 27 » sont remplacés par les mots « de l'article 26 ».

**Art. 10.** À l'article 31, dans le paragraphe 2 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa, rédigé comme suit, est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Durant une période transitoire de cinq années scolaires et prenant cours au 1<sup>er</sup> septembre 2019, la dotation annuelle de périodes de cours d'une année scolaire est calculée sur la moyenne du nombre d'élèves réguliers des trois années scolaires précédentes au sens de l'article 11 et par domaine. » ;

2° dans l'alinéa 2, les mots « de l'alinéa 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « des alinéas 1 et 2 » ;

3° dans l'alinéa 3, les mots « à l'alinéa 1<sup>er</sup> » sont remplacés par les mots « aux alinéas 1 et 2 ».

**Art. 11.** Dans l'article 32 du même décret, les mots « ou de la section de l'établissement concernée » sont à chaque fois remplacés par les mots « ou du domaine concerné de l'établissement ».

**Art. 12.** L'article 33 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 33. - Pour l'application de l'article 29, et en fonction de la moyenne du nombre d'élèves réguliers des trois dernières années scolaires, le Gouvernement fixe par domaine des coefficients d'ajustement des dotations visées à l'article 31, § 2. ».

**Art. 13.** L'article 38 du même décret est abrogé.

**Art. 14.** À l'article 39, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 1°, les mots « sections des » sont supprimés ;

b) dans le 2°, les mots « la section du domaine » sont remplacés par les mots « le domaine ».

**Art. 15.** À l'article 40, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, les mots « et des sections » sont supprimés.

**Art. 16.** À l'article 41*bis*, au point 5, du même décret, les mots « Conseil de perfectionnement » sont remplacés par les mots « Conseil général ».

**Art. 17.** À l'article 45 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° les caractères « 8° » sont à chaque fois remplacés par les caractères « alinéa 2, 13° » ;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le d), les mots « les 2 pouvoirs organisateurs » sont remplacés par les mots « le pouvoir organisateur de l'établissement d'enseignement secondaire artistique à horaire réduit et l'autre partie » ;

g) dans le g), les mots « Conseil de perfectionnement » sont remplacés par les mots « Conseil général ».

**Art. 18.** À l'article 51 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, le 12° est remplacé par ce qui suit :

« 12° professeur de pratiques expérimentales. » ;

2° au paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 4°, les mots « de l'écriture » sont remplacés par les mots « d'écriture » ;

b) le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° professeur de formation instrumentale, pour chacune des spécialités suivantes :

- 1) accordéon chromatique ;
- 2) alto ;
- 3) basson ;
- 4) basson baroque et classique ;
- 5) clarinette ;
- 6) clavecin ;
- 7) contrebasse ;
- 8) cor ;
- 9) cor naturel ;
- 10) cornemuse ;
- 11) flûte à bec ;
- 12) flûte traversière ;
- 13) flûte traversière baroque et classique ;
- 14) guitare et guitare d'accompagnement ;
- 15) harpe ;
- 16) hautbois ;
- 17) hautbois baroque et classique ;
- 18) luth ;
- 19) mandoline ;
- 20) musette ;
- 21) orgue ;

- 22) percussions ;
- 23) piano ;
- 24) pianoforte ;
- 25) saxophone ;
- 26) trombone à coulisse ;
- 27) trompette ;
- 28) trompette naturelle ;
- 29) tuba ;
- 30) viole de gambe ;
- 31) violon ;
- 32) violon baroque ;
- 33) violoncelle ;
- 34) violoncelle baroque ; » ;

c) le 7° est supprimé ;

d) le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° professeur de formation instrumentale jazz et d'ensemble jazz pour chacune des spécialités suivantes :

- 1) accordéon jazz et ensemble jazz ;
- 2) batterie jazz et ensemble jazz ;
- 3) bois jazz et ensemble jazz ;
- 4) claviers jazz et ensemble jazz ;
- 5) contrebasse jazz et ensemble jazz ;
- 6) cuivres jazz et ensemble jazz ;
- 7) guitare jazz, guitare d'accompagnement et ensemble jazz ;
- 8) guitare basse jazz et ensemble jazz ;
- 9) harmonica jazz et ensemble jazz ;
- 10) vibraphone jazz et ensemble jazz ;
- 11) violon jazz et ensemble jazz ; » ;

e) le 12° est remplacé par ce qui suit :

« 12° professeur de chant et de musique de chambre vocale ; » ;

f) le 19° est remplacé par ce qui suit :

« 19° professeur de chant jazz et ensemble jazz ; » ;

g) le paragraphe est complété par un 24° rédigé comme suit :

« 24° professeur de création musicale numérique. » ;

3° au paragraphe 4, le 8° est supprimé.

**Art. 19.** À l'article 56 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Les emplois à prestations incomplètes peuvent être créés à raison d'une période hebdomadaire subventionnable à titre temporaire uniquement. Le membre du personnel désigné ou engagé à titre temporaire dans une fonction ne pourra être nommé ou engagé à titre définitif que lorsqu'au moins deux périodes définitivement vacantes dans la fonction concernée pourront lui être attribuées dans le respect des règles de priorité. » ;

2° dans l'alinéa 5, 2° et 3°, le mot « trois » est remplacé par le mot « deux ».

**Art. 20.** À l'article 71, au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, du même décret, les mots « dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ou » sont insérés entre les mots « qui exerce déjà » et les mots « dans l'enseignement de plein exercice ».

**Art. 21.** À l'article 100 du même décret, le § 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Les titres étrangers visés au § 2 du présent article sont ceux dont :

1° l'équivalence peut être reconnue en vertu de la loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers, de l'article 4 de l'arrêté royal du 4 septembre 1972 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers ou de l'article 92 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études ;

2° la reconnaissance des qualifications professionnelles peut être reconnue en vertu du décret du 19 octobre 2017 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions enseignantes dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française. ».

**Art. 22.** À l'article 100bis du même décret, au paragraphe 3, 5°, les mots « Conseil de perfectionnement de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit » sont remplacés par les mots « Conseil général ».

**Art. 23.** A l'article 102 du même décret, les mots « le diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur ; ou d'un diplôme de master à finalité didactique » sont remplacés par les mots « d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur (en abrégé : AESI) ou d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur (en abrégé : AESS) ou d'un diplôme de master à finalité didactique ».

**Art. 24.** À l'article 104 du même décret, à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, h), les mots « professeur de création transdisciplinaire » sont remplacés par les mots « professeur de pratiques expérimentales ».

**Art. 25.** L'article 104<sup>ter</sup> du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 104<sup>ter</sup>. - Pour l'application des articles 105, 106 et 107, il y a lieu de tenir compte des correspondances entre les anciens grades et les nouveaux grades académiques délivrés par les établissements d'enseignement supérieur de plein exercice, tel que prévu

a) par le décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités, notamment l'article 184 ;

b) par le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, notamment les articles 161 et 164. ».

**Art. 26.** À l'article 105 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 1°, c), sont insérés, entre le 2<sup>ème</sup> et le 3<sup>ème</sup> tiret, les mots : « - CAPE de pratiques expérimentales ; » ;

2° le point 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° professeur de pratiques expérimentales :

a) titres requis :

- diplôme de l'enseignement supérieur artistique du 2<sup>e</sup> ou du 3<sup>e</sup> degré du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace, complété par la reconnaissance d'expérience utile en pratiques expérimentales et un titre d'aptitude pédagogique ;

- diplôme de master à finalité didactique du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace, complété par la reconnaissance d'expérience utile en pratiques expérimentales ;

- diplôme de licence ou de master du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace, complété par la reconnaissance d'expérience utile en pratiques expérimentales et un titre d'aptitude pédagogique ;

- une notoriété complétée par la reconnaissance d'expérience utile en pratiques expérimentales et un titre d'aptitude pédagogique ;

b) titres jugés suffisants :

- les titres repris sub a) sans titre d'aptitude pédagogique ;

c) titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement :

- CAPE de pratiques expérimentales ;

- AESS du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace. ».

**Art. 27.** À l'article 106 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° au 1°, l'intitulé « a) Titres requis » est complété par les items rédigés comme suit :

« - Diplôme de master en musique : éducation musicale ;

- Diplôme de master en musique : formation musicale (à finalité didactique). » ;

2° au 6°, les mots « (diverses spécialités d'instruments classiques et anciens) » sont supprimés ;

3° au 7°, les mots « professeur de formation instrumentale jazz et professeur d'ensemble jazz » sont remplacés par les mots « professeur de formation instrumentale jazz (diverses spécialités) et d'ensemble jazz ».

Au même 7°, a), 1<sup>er</sup> tiret, les mots « délivré pour la spécialité à enseigner » sont insérés entre « diplôme de l'enseignement artistique supérieur d'instrument jazz » et « , complété par un titre d'aptitude pédagogique ; » ;

4° l'intitulé du 11° est remplacé par ce qui suit :

« 11° professeur de chant et de musique de chambre vocale : » ;

5° l'intitulé du 18° est remplacé par ce qui suit :

« 18° professeur de chant jazz et ensemble jazz : » ;

6° l'article 106 est complété par un 23° rédigé comme suit :

« 23° professeur de création musicale numérique :

a) titres requis :

- diplôme de master à finalité didactique en musique : composition, musiques appliquées et interactives ;

- diplôme de master à finalité didactique en musique : informatique musicale ;

- diplôme de master à finalité spécialisée ou approfondie en musique, musiques appliquées et interactives, complété par le titre d'aptitude pédagogique ;

- diplôme de master à finalité spécialisée ou approfondie en musique : informatique musicale, complété par le titre d'aptitude pédagogique ;

- diplôme de master à finalité didactique en musique, autres spécialités, complété par la reconnaissance de l'expérience utile en création musicale numérique ;

- diplôme de master à finalité spécialisée ou approfondie, autres spécialités, complété par la reconnaissance de l'expérience utile en création musicale numérique et le titre d'aptitude pédagogique.

b) titres jugés suffisants :

Les titres repris sub a), 3e, 4e et 6e tirets, sans le titre d'aptitude pédagogique ;

c) titres d'aptitude pédagogique à l'enseignement :

- CAPE de création musicale numérique ;

- AESS du domaine de la musique. ».

**Art. 28.** À l'article 107 du même décret, le 8° est supprimé.

**Art. 29.** À l'article 112 du même décret, le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° six membres effectifs et quatre membres suppléants choisis parmi les membres du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit nommés ou engagés à titre définitif, les membres de l'enseignement supérieur artistique nommés ou engagés à titre définitif ou désignés à titre temporaire sur la base d'un contrat à durée indéterminée, les membres du service de l'inspection de l'enseignement artistique et les titulaires d'un diplôme universitaire en psychopédagogie ou en sciences de l'éducation. ».

**Art. 30.** Le chapitre VII du même décret est remplacé par un chapitre VII rédigé comme suit :

« Chapitre VII. - Du conseil général de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Article 121. - § 1<sup>er</sup>. Il est créé, auprès des services du Gouvernement de la Communauté française, un Conseil général de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, ci-après dénommé le « Conseil général ».

§ 2. Le Conseil général a pour mission de remettre un avis :

1° sur toute question relative au fonctionnement, à l'amélioration et à la qualité de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit soit à la demande du Gouvernement soit d'initiative ;

2° sur tout nouveau programme de cours tel que visé à l'article 4, § 4, alinéa 2 ;

3° sur tout dossier relatif à la création et l'admission aux subventions d'un nouvel établissement ou d'un nouveau domaine, visé à l'article 41bis ;

4° sur toute demande de dérogation sur l'ouverture de cours en dehors du territoire de la commune visée à l'article 45, § 1<sup>er</sup> ;

5° sur le choix, par le Gouvernement, des membres experts enseignants de la Commission de reconnaissance d'expérience utile ainsi que de leurs suppléants visés à l'article 100bis, § 3, 5°.

Art. 121bis. - § 1<sup>er</sup>. Le Conseil général comprend :

1° pour chacune des organisations représentatives des pouvoirs organisateurs, deux membres effectifs et deux membres suppléants ;

2° pour chacune des organisations syndicales représentatives, un membre effectif et un membre suppléant ;

3° pour le personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, huit membres effectifs et huit membres suppléants, à raison, respectivement, de deux par domaine d'enseignement ;

4° pour le service de l'inspection de l'Enseignement artistique, quatre membres effectifs, dont l'inspecteur coordonnateur dudit service, à raison d'un inspecteur par domaine d'enseignement ;

5° pour les services du Gouvernement de la Communauté française :

- le fonctionnaire général ayant l'organisation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit dans ses attributions, ou son délégué ;

- le fonctionnaire général ayant la gestion des membres du personnel de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit dans ses attributions, ou son délégué ;

6° un représentant du Gouvernement.

§ 2. Les membres effectifs visés au § 1<sup>er</sup>, 1°, exercent, en alternance tous les deux ans, la présidence et la vice-présidence du Conseil général.

§ 3. Les membres visés au § 1<sup>er</sup>, 1°, 2°, 3° et 5°, ainsi que l'inspecteur coordonnateur visé au 4°, ont une voix délibérative. Les autres membres visés au même paragraphe ont une voix consultative.

§ 4. Le Gouvernement fixe les modalités de désignation des membres du Conseil.

Art. 121ter. - § 1<sup>er</sup>. Le mandat des membres du Conseil général est fixé à quatre ans. Il est renouvelable, à l'exception du mandat des membres visés à l'article 121bis, § 1<sup>er</sup>, 3°, renouvelable une seule fois consécutivement.

§ 2. Le mandat n'est pas rétribué.

Les membres du Conseil général ont droit au remboursement de leurs frais de parcours conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Art. 121quater. - Le Gouvernement détermine les règles de fonctionnement du Conseil général. ».

#### CHAPITRE II. — Dispositions transitoires et finales

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif au 31 août 2019 dans une fonction telle qu'elle existait avant l'entrée en vigueur du présent décret est réputé nommé ou engagé à titre définitif à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019, s'il échet, dans la fonction nouvelle correspondante résultant d'un changement d'intitulé selon le tableau de correspondance repris en annexe I du présent décret.

§ 2. Dans le cas d'un changement d'intitulé de fonction, les services rendus dans la fonction antérieure à l'entrée en vigueur du présent décret par le membre du personnel temporaire, sont réputés l'avoir été dans la fonction nouvelle correspondante selon le tableau de correspondance repris en annexe I du présent décret.

Dans ce cadre, pour l'année scolaire 2019-2020, les membres du personnel ayant introduit leur candidature pour les fonctions antérieures à l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés l'avoir fait pour les fonctions nouvelles dans les formes et délais.

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cas où l'application du présent décret entraîne une scission de fonction, le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif au 31 août 2019 dans une fonction telle qu'elle existait avant l'entrée en vigueur du présent décret, est réputé nommé ou engagé à titre définitif à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019, dans chacune des nouvelles fonctions correspondantes sur base du tableau de correspondance repris en annexe II du présent décret si le membre du personnel dispose d'un titre de capacité requis ou jugé suffisant pour cette ou ces nouvelles fonctions. L'application de cette disposition ne peut toutefois avoir pour effet de modifier le volume de charge global dont le membre du personnel bénéficiait à titre définitif à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Dans le cas d'une scission de fonction, les services rendus dans la fonction antérieure à l'entrée en vigueur du présent décret par le membre du personnel temporaire, sont réputés l'avoir été dans chacune des nouvelles fonctions correspondantes sur base du tableau de correspondance repris à l'annexe II du présent décret si le membre du personnel dispose d'un titre de capacité requis ou jugé suffisant.

Dans ce cadre, pour l'année scolaire 2019-2020, les membres du personnel ayant introduit leur candidature pour les fonctions antérieures à l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés l'avoir fait pour les fonctions nouvelles.

**Art. 33.** Les membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif pour une charge à prestation incomplète conservent, dans la ou les nouvelle(s) fonction(s), le bénéfice du droit à étendre leur charge conformément aux dispositions statutaires dont ils relèvent.

Les membres du personnel temporaires prioritaires conservent la possibilité d'être nommés ou engagés à titre définitif ainsi que d'être désignés ou engagés en qualité de temporaires prioritaires dans la ou les nouvelle(s) fonction(s), selon les conditions statutaires dont ils relèvent.

**Art. 34.** Dans le cadre des règles prévues au présent chapitre, le membre du personnel nommé ou temporaire qui s'est vu reconnaître une expérience utile pour une fonction avant le 1<sup>er</sup> septembre 2019 conserve le bénéfice de cette reconnaissance dans l'exercice de sa (ses) nouvelle(s) fonction(s).

**Art. 35.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2019.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.  
Bruxelles, le 10 janvier 2019.

Le Ministre-Président et Ministre en charge de l'Egalité des Chances et des Droits des Femmes,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,  
de la Recherche et des Médias,  
J.CI. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion  
de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

—  
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n°719-1. – Amendement en commission, n° 719-2 - Rapport de commission, n° 719-3. – Texte adopté en commission, n° 719-4 – Texte adopté en séance plénière, n° 719-5

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 9 janvier 2019.

Fonctions dont l'intitulé est modifié	
a) Domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace	
Ancien intitulé	Nouvel intitulé
Professeur de création interdisciplinaire	Professeur de pratiques expérimentales
b) Domaine de la musique	
Ancien intitulé	Nouvel intitulé
Professeur d'accordéon	Professeur d'accordéon chromatique
Professeur de clavecin et claviers	Professeur de clavecin
Professeur de cor et trompe de chasse	Professeur de cor
Professeur de flûte traversière et piccolo	Professeur de flûte traversière
Professeur de harpe (diatonique, chromatique ou celtique)	Professeur de harpe

Professeur de hautbois et cor anglais	Professeur de hautbois
Professeur de hautbois (instrument ancien)	Professeur de hautbois baroque et classique
Professeur d'orgue et claviers	Professeur d'orgue
Professeur de piano et claviers	Professeur de piano
Professeur de traverso	Professeur de flûte traversière baroque et classique
Professeur de trompette, bugle et cornet à pistons	Professeur de trompette
Professeur de formation vocale – chant et de musique de chambre vocale	Professeur de chant et de musique de chambre vocale
Professeur de formation vocale – jazz	Professeur de chant jazz et ensemble de jazz

Fonctions issues de la scission d'anciennes fonctions	
a) Domaine de la musique	
Anciennes fonctions	Nouvelles fonctions
Professeur de clarinette et saxophone	Professeur de clarinette
	Professeur de saxophone
Professeur de cornemuse et musette	Professeur de cornemuse
	Professeur de musette
Professeur de luth et mandoline	Professeur de luth
	Professeur de mandoline
Professeur de trombone, tuba (alto, basse Baryton, bombardon)	Professeur de trombone à coulisse
	Professeur de tuba
Professeur violon et d'alto	Professeur de violon
	Professeur d'alto
Professeur de formation instrumentale jazz et d'ensemble de jazz	Professeur d'accordéon jazz et ensemble jazz
	Professeur de batterie jazz et ensemble jazz
	Professeur d'accordéon jazz et ensemble jazz
	Professeur de bois jazz et ensemble jazz
	Professeur de clavier jazz et ensemble jazz
	Professeur de contrebasse jazz et ensemble jazz
	Professeur de cuivres jazz et ensemble jazz
	Professeur de guitare jazz, guitare d'accompagnement et ensemble jazz
	Professeur de guitare basse jazz et ensemble jazz
	Professeur d'harmonica jazz et ensemble jazz
Professeur de violon jazz et ensemble jazz	
b) Domaine des arts de la parole et du théâtre	
Anciennes fonctions	Nouvelles fonctions
Professeur de formation pluridisciplinaire	Professeur d'art dramatique
	Professeur de diction-déclamation

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/30053]

**10 JANUARI 2019. — Decreet tot wijziging van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen***Artikel 1.** In artikel 1 van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° 4° wordt vervangen door « 4° het gebied : de administratieve onderafdeling waarin het geheel van de leergangen van een welbepaalde kunstoriëntatie van de studies begrepen is ; » ;

2° er worden een punt 9° en een punt 10° toegevoegd, luidend als volgt :

« 9° de Inspectiedienst van het kunstonderwijs : de dienst bedoeld in artikel 3, tweede lid, 5°, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en betreffende het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en van de pedagogische adviseurs ; »

« 10° de Algemene Raad : de Algemene Raad voor het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan bedoeld in 121. ».

**Art. 2.** In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « een of verschillende volgende afdelingen » vervangen door de woorden « een of verschillende volgende gebieden » ;

2° in § 3, eerste lid, worden de woorden « 51, § 2 » vervangen door de woorden « 51, §§ 2 tot 5 » ;

- a) wordt vervangen door de volgende bepaling : « a) de doelstellingen inzake kunstopvoeding en -opleiding die specifiek zijn voor elk gebied ;

- c) wordt vervangen door de volgende bepaling : « c) het aantal studiejaren die in elke studierichting kunnen georganiseerd worden ; » »

3° in § 4 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid wordt de zin « Elke wijziging van het programma moet ter goedkeuring aan de Regering worden voorgelegd. » geschrapt ;

b) het eerste lid wordt aangevuld met twee nieuwe leden, luidend als volgt :

« De inrichtende macht kan ook instemmen met een programma van cursussen voorgesteld door één of meerdere representatieve organisaties van inrichtende machten en goedgekeurd door de Regering na advies van de Algemene Raad.

Elke wijziging van een programma van cursussen moet ter goedkeuring aan de Regering worden voorgelegd. ».

**Art. 3.** Artikel 6 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« De goedkeuring door de Regering van een programma van cursussen bedoeld in artikel 4, § 4, is ook vereist voor de toelating tot de subsidies van de basis- of aanvullende kunstleergangen. ».

**Art. 4.** In hetzelfde decreet wordt een artikel *7bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *7bis*. – De diensten van de Regering worden bevoegd om na te kijken of de inrichtende macht, naast de verplichtingen bedoeld in artikel 24, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, de gelijkheid van behandeling naleeft tussen de leerlingen ingeschreven in deze inrichtingen.

Bij niet-naleving van het vorige lid is de procedure bedoeld in artikel 24, § 2<sup>ter</sup>, van de bovenvermelde wet van 29 mei 1959 van toepassing. ».

**Art. 5.** In artikel 16, vierde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « in § 2 » vervangen door de woorden « in het derde lid ».

**Art. 6.** Artikel 23 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

Artikel 23. – In de gebieden van spreekkunst en toneelkunst, muziek en danskunst, na advies van de Algemene Overlegraad van het gewoon secundair onderwijs mogen de lestijden in de kunsthumaniora bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, georganiseerd worden in de inrichtingen voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan waarvan de Regering de lijst bepaalt naar rata van een inrichting per onderwijszone. Deze lijst omvat de zeven hierna vermelde inrichtingen :

1° Conservatoire de Musique Arthur Grumiaux de Charleroi ;

2° Académie intercommunale de Musique, de danse et des arts de la parole de Court-Saint-Etienne et Ottignies-Louvain-la-Neuve ;

3° Académie de Musique Grétry de Liège ;

4° Conservatoire de Musique de Huy ;

5° Académie de Musique d'Ixelles ;

6° Académie de Musique de Mons ;

7° Conservatoire de Musique de Namur. »

**Art. 7.** In artikel 23<sup>bis</sup> van hetzelfde decreet worden de woorden « en van de Raad voor perfectionnering » geschrapt.

**Art. 8.** Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 9.** In artikel 28 van hetzelfde decreet worden de woorden « van de artikelen 26 en 27 » vervangen door de woorden « van artikel 26 ».

**Art. 10.** In artikel 31, in § 2 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en tweede lid, luidend als volgt :

« Tijdens een overgangperiode van vijf schooljaren en met ingang van 1 september 2019 wordt de jaarlijkse dotatie van de lestijden van een schooljaar berekend op basis van het gemiddelde van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen over de drie vorige schooljaren in de zin van artikel 11 en per gebied. » ;

2° in het tweede lid worden de woorden « in het eerste lid » vervangen door de woorden « in het eerste en tweede lid » ;

3° in het derde lid worden de woorden « in het eerste lid » vervangen door de woorden « in het eerste en tweede lid ».

**Art. 11.** In artikel 32 van hetzelfde decreet worden de woorden « of de afdeling van de betrokken inrichting » telkens vervangen door de woorden « of het betrokken gebied van de inrichting ».

**Art. 12.** Artikel 33 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 33. – Voor de toepassing van artikel 29 en volgens het gemiddelde van het aantal regelmatig ingeschreven leerlingen van de drie laatste schooljaren bepaalt de Regering per gebied de coëfficiënten voor de aanpassing van de dotaties bedoeld in artikel 31, § 2. ».

**Art. 13.** Artikel 38 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 14.** In artikel 39 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 1° worden de woorden « afdelingen op het » geschrapt ;

b) in 2° worden de woorden « de afdeling op het gebied » vervangen door de woorden « het gebied ».

**Art. 15.** In artikel 40, eerste lid, 1° worden de woorden « en de afdelingen » geschrapt.

**Art. 16.** In artikel 41*bis*, in punt 5, van hetzelfde decreet wordt het woord « Vervolmakingsraad » vervangen door de woorden « Algemene Raad ».

**Art. 17.** In artikel 45 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° « 8° » wordt telkens vervangen door « tweede lid, 13° » ;

2° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in d) worden de woorden « de twee inrichtende machten » vervangen door de woorden « de inrichtende macht van de inrichting voor secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en de andere partij » ;

g) in g) wordt het woord « Vervolmakingsraad » vervangen door de woorden « Algemene Raad ».

**Art. 18.** In artikel 51 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 2 wordt 12° vervangen als volgt :

« 12° leraar experimentele praktijken. » ;

2° in 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 4° worden de woorden in de Franse tekst « de l'écriture » vervangen door de woorden « d'écriture » ;

b) 6° wordt vervangen als volgt :

« 6° leraar instrumentale opleiding, voor elke van de volgende specialiteiten :

1) chromatische accordeon ;

2) alt ;

3) fagot ;

4) barok- en klassieke fagot ;

5) klarinet ;

6) klavecimbel ;

7) contrabas ;

8) hoorn ;

9) natuurlijke hoorn ;

10) doedelzak ;

11) blokfluit ;

12) dwarsfluit ;

13) barok- en klassieke dwarsfluit ;

14) gitaar en begeleidingsgitaar ;

15) harp ;

16) hobo ;

17) barok-en klassieke hobo ;

18) luit ;

19) mandoline ;

20) musette ;

21) orgel ;

22) slaginstrumenten ;

23) piano ;

24) pianoforte ;

- 25) saxofoon ;
- 26) schuiftrambone ;
- 27) trompet ;
- 28) natuurlijke trompet ;
- 29) tuba ;
- 30) viola da gamba ;
- 31) viool ;
- 32) barokviool ;
- 33) cello ;
- 34) barokcello ; » ;

c) 7° wordt geschrapt ;

d) 8° wordt vervangen als volgt :

« 8° leraar instrumentale jazz-opleiding en jazz-ensemble voor elke van de volgende specialiteiten :

- 1) jazz-accordéon en jazz-ensemble ;
- 2) jazz-drum en jazz-ensemble ;
- 3) jazz-houten blaasinstrumenten en jazz-ensemble ;
- 4) jazz-klavier en jazz-ensemble ;
- 5) jazz-contrabas en jazz-ensemble ;
- 6) jazz-koper en jazz-ensemble ;
- 7) jazz-gitaar, jazz-begeleidingsgitaar en jazz-ensemble ;
- 8) jazz-basgitaar en jazz-ensemble ;
- 9) jazz-harmonica en jazz-ensemble ;
- 10) jazz-vibrafoon en jazz-ensemble ;
- 11) jazz-viool en jazz-ensemble ; » ;

e) 12° wordt vervangen als volgt :

« 12° leraar zang en vocale kamermuziek ; » ;

f) 19° wordt vervangen als volgt :

« 19° leraar jazz-zang en jazz-ensemble ; » ;

g) de paragraaf wordt aangevuld met een 24°, luidend als volgt :

« 24° leraar digitale muziekcreatie. » ;

3° in § 4 wordt 8° geschrapt.

**Art. 19.** In artikel 56 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De betrekkingen met onvolledige dagtaak kunnen uitsluitend tijdelijk gecreëerd worden naar rata van één wekelijkse lestijd die voor subsidiëring in aanmerking komt. Het personeelslid dat tijdelijk in een ambt aangesteld of aangeworven wordt, kan slechts in vast verband benoemd of aangeworven worden als minstens twee lestijden die in het betrokken ambt definitief vacant zijn geworden, hem kunnen worden toegekend met inachtneming van de voorrangsregels. » ;

2° in het vijfde lid , 2° et 3°, wordt het woord « drie » vervangen door het woord « twee ».

**Art. 20.** In artikel 71, in § 1, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden « in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan of » ingevoegd tussen de woorden « dat reeds » en de woorden « in het onderwijs met volledig leerplan ».

**Art. 21.** In artikel 100 van hetzelfde decreet wordt § 3 vervangen als volgt :

« § 3. De buitenlandse bekwaamheidsbewijzen bedoeld in § 2 van dit artikel zijn de bekwaamheidsbewijzen waarvan :

1° de gelijkstelling erkend kan worden overeenkomstig de wet van 19 maart 1971 betreffende de gelijkwaardigheid van de buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften, artikel 4 van het koninklijk besluit van 4 september 1972 tot vaststelling van de voorwaarden tot en de procedure van het verlenen van de gelijkwaardigheid van buitenlandse diploma's en studiegetuigschriften of artikel 92 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies ;

2° de beroepskwalificaties erkend kunnen worden overeenkomstig het decreet van 19 oktober 2017 betreffende de erkenning van de beroepskwalificaties voor de uitoefening van ambten van het onderwijzend personeel in de inrichtingen voor voorschools, lager en secundair gewoon en gespecialiseerd onderwijs, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet universitair hoger onderwijs, kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan van de Franse Gemeenschap. ».

**Art. 22.** In artikel 100*bis* van hetzelfde decreet, in § 3, 5°, worden de woorden « de vervolmakingsraad van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan » vervangen door de woorden « Algemene Raad ».

**Art. 23.** In artikel 102 van hetzelfde decreet worden de woorden « een diploma geaggregeerde hoger secundair onderwijs ; of uit een diploma van master met didactische finaliteit » vervangen door de woorden « een diploma van geaggregeerde lager secundair onderwijs (afgekort : GLSO) of een diploma geaggregeerde hoger secundair onderwijs (afgekort : GHSO) of uit een diploma van master met didactische finaliteit ».

**Art. 24.** In artikel 104 van hetzelfde decreet, in het eerste lid, 5°, h), worden de woorden « leraar transdisciplinaire creatie » vervangen door de woorden « leraar experimentele praktijken ».

**Art. 25.** Artikel 104*ter* van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Artikel 104*ter*. – Voor de toepassing van de artikelen 105, 106 en 107 moet rekening worden gehouden tussen de vroegere academische graden en de nieuwe academische graden die worden uitgereikt door de inrichtingen voor hoger onderwijs met volledig leerplan, zoals bepaal in :

a) het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, inzonderheid op artikel 184 ;

b) het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, inzonderheid op de artikelen 161 en 164. ».

**Art. 26.** In artikel 105 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1°, c), worden tussen het 2de en het 3de streepje de volgende woorden ingevoegd : « - GPBO experimentele praktijken ; » ;

2° punt 5° wordt vervangen als volgt :

« 5° leraar experimentele praktijken :

a) vereiste bekwaamheidsbewijzen :

- diploma van hoger kunstonderwijs van de 2e of 3e graad van het gebied van de plastische, visuele en ruimtekunsten, aangevuld met de erkenning van nuttige ervaring in experimentele praktijken en een bewijs van pedagogische bekwaamheid

- diploma van master met didactische finaliteit van het gebied van de plastische, visuele en ruimtekunsten, aangevuld met de erkenning van nuttige ervaring in experimentele praktijken ;

- diploma van licentiaat of master van het gebied van plastische, visuele en ruimtekunsten, aangevuld met de erkenning van nuttige ervaring en een bewijs van pedagogische bekwaamheid ;

- een bekendheid aangevuld met de erkenning van nuttige ervaring in experimentele praktijken en een bewijs van pedagogische bekwaamheid ;

b) voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :

- de bekwaamheidsbewijzen opgenomen in a) zonder bewijs van pedagogische bekwaamheid ;

c) bewijs van pedagogische bekwaamheid voor het onderwijs :

- GPBO experimentele praktijken ;

- GHSO uit het gebied van de plastische, visuele en ruimtekunsten. ».

**Art. 27.** In artikel 106 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 1° wordt het opschrift « a) Vereiste bekwaamheidsbewijzen » aangevuld met de items, luidend als volgt :

« - Diploma master in de muziek : muziekvorming ;

- Diploma master in de muziek : muziekvorming (met didactische finaliteit). » ;

2° in 6° worden de woorden « (verscheidene specialiteiten van klassieke en oude instrumenten) » geschrapt ;

3° in 7° worden de woorden « leraar instrumentale vorming jazz en leraar jazzensemble » vervangen door de woorden « leraar instrumentale vorming jazz (diverse specialiteiten) en jazz-ensemble ».

Onder hetzelfde punt 7°, a), 1ste streepje worden de woorden « uitgereikt voor de specialiteit die onderricht moet worden » ingevoegd tussen « diploma van het hoger kunstonderwijs jazzinstrument » en «, aangevuld met een bewijs van pedagogische bekwaamheid ; » ;

4° het opschrift van 11° wordt vervangen als volgt :

« 11° leraar zang en vocale kamermuziek : » ;

5° het opschrift van 18° wordt vervangen als volgt :

« 18° leraar jazz-zang en jazz-ensemble : » ;

6° artikel 106 wordt aangevuld met een 23°, luidend als volgt :

« 23° leraar digitale muziekcreatie :

a) vereiste bekwaamheidsbewijzen :

- diploma van master met didactische finaliteit in de muziek : compositie, toegepaste en interactieve muziek ;
- diploma van master met didactische finaliteit in de muziek : muziekinformatica ;
- diploma van master met gespecialiseerde of grondige finaliteit in de muziek, toegepaste en interactieve muziek, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid ;
- diploma van master met gespecialiseerde of grondige finaliteit in de muziek : muziekinformatica, aangevuld met het bewijs van pedagogische bekwaamheid ;
- diploma van master met didactische finaliteit in de muziek, andere specialiteiten, aangevuld met de erkenning van nuttige ervaring in digitale muziekcreatie ;
- diploma van master met gespecialiseerde of grondige finaliteit, andere specialiteiten, aangevuld met de erkenning van nuttige ervaring in digitale muziekcreatie en het bewijs van pedagogische bekwaamheid.

b) voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen :

De bekwaamheidsbewijzen opgenomen onder a), 3e, 4e en 6e streepjes, zonder het bewijs van de pedagogische bekwaamheid ;

c) bewijzen van pedagogische bekwaamheid van het onderwijs :

- GPBO van de digitale muziekcreatie ;
- GHSO uit het gebied van de muziek. ».

**Art. 28.** In artikel 107 van hetzelfde decreet wordt 8° geschrapt.

**Art. 29.** In artikel 112 van hetzelfde decreet wordt 3° vervangen als volgt :

« 3° zes werkende leden en vier plaatsvervangende leden, gekozen uit de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, in vast verband benoemd of aangeworven, de leden van het hoger kunstonderwijs, in vast verband of aangeworven of in tijdelijk verband aangesteld op basis van een overeenkomst met onbepaalde duur, de leden van de inspectiedienst van het kunstonderwijs en de titularissen van een universitair diploma in de psychopedagogie of in de opvoedingswetenschappen. ».

**Art. 30.** Hoofdstuk VII van hetzelfde decreet wordt vervangen door hoofdstuk VII, luidend als volgt :

« Hoofdstuk VII. – De Algemene Raad voor het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan.

Art. 121. - § 1. Er wordt, bij de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, een Algemene Raad voor het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan opgericht, hierna de « Algemene Raad » genoemd.».

§ 2. De Algemene Raad heeft als opdracht een advies uit te brengen :

1° over elke vraag betreffende de werking, de verbetering en de kwaliteit van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, hetzij op aanvraag van de Regering, hetzij op eigen initiatief;

2° over elk nieuw programma van cursussen, zoals bedoeld in artikel 4, § 4, tweede lid ;

3° over elk dossier betreffende de oprichting en de toelating tot subsidies van een nieuwe inrichting of een nieuw gebied, zoals bedoeld in artikel 41*bis* ;

4° over elke aanvraag om afwijking over de opening van de cursussen buiten het grondgebied van de gemeente bedoeld in artikel 45, § 1 ;

5° over de keuze, door de Regering, van deskundige onderwijzende leden van de Commissie voor de erkenning van nuttige ervaring, alsook van hun plaatsvervangers bedoeld in artikel 100*bis*, § 3, 5°.

Art. 121*bis*. - § 1. De Algemene Raad is samengesteld :

1° voor elke representatieve organisatie van de inrichtende machten, uit twee werkende leden en twee plaatsvervangende leden ;

2° voor elke representatieve vakbondsvereniging, uit een werkend lid en een plaatsvervangend lid ;

3° voor het bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, uit acht werkende leden en acht plaatsvervangende leden, naar rata, respectievelijk van twee per onderwijsgebied ;

4° voor de inspectiedienst van het kunstonderwijs, uit vier werkende leden, waaronder de inspecteur-coördinator van de betrokken dienst, naar rata van één inspecteur per onderwijsgebied ;

5° voor de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap :

- uit de ambtenaar-generaal belast met de organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, of zijn afgevaardigde ;

- uit de ambtenaar-generaal belast met het beheer van de personeelsleden van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan of zijn afgevaardigde ;

6° uit een vertegenwoordiger van de Regering.

§ 2. De werkende leden bedoeld in § 1, 1°, oefenen, afwisselend, om de twee jaar, het voorzitterschap en het ondervoorzitterschap van de Algemene Raad uit.

§ 3. De leden bedoeld in § 1, 1°, 2°, 3° en 5°, alsook de inspecteur-coördinator bedoeld in 4°, zijn stemgerechtigd. De andere leden bedoeld in dezelfde paragraaf hebben een raadgevende stem.

§ 4. De Regering bepaalt de nadere regels voor de aanstelling van de leden van de Raad.

Art. 121*ter*. - § 1. Het mandaat van de leden van de Algemene Raad duurt vier jaar. Het is hernieuwbaar, met uitzondering van het mandaat van de leden bedoeld in artikel 121*bis*, § 1, 3°, dat één keer achtereenvolgens hernieuwbaar is.

§ 2. Het mandaat wordt niet bezoldigd.

De leden van de Algemene Raad hebben recht op de terugbetaling van hun vervoerkosten overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

Art. 121<sup>quater</sup>. – De Regering bepaalt de werkingsregels van de Algemene Raad. ».

HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 31.** § 1. Het personeelslid dat op 31 augustus 2019 in vast verband benoemd of aangeworven is in een ambt dat vóór de inwerkingtreding van dit decreet bestond, wordt geacht vanaf 1 september 2019 in vast verband benoemd of aangeworven te zijn, in voorkomend geval, in het overeenstemmende nieuwe ambt voortvloeiend uit een wijziging van het opschrift volgens de overeenstemmingstabel opgenomen in bijlage I bij dit decreet.

§ 2. Bij een wijziging van het opschrift van het ambt worden de diensten die in het ambt vóór de inwerkingtreding van dit decreet door het personeelslid in tijdelijk verband gepresteerd worden, geacht gepresteerd te zijn in het nieuwe overeenstemmende ambt volgens de overeenstemmingstabel opgenomen in bijlage I bij dit decreet.

In dit kader, voor het schooljaar 2019-2020 worden de personeelsleden die hun kandidatuur ingediend hebben voor de ambten voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet, geacht dit te hebben gedaan voor de nieuwe ambten in de vormen en termijnen.

**Art. 32.** § 1. Wanneer de toepassing van dit decreet een splitsing van het ambt inhoudt, wordt het personeelslid dat op 31 augustus 2019 in vast verband benoemd of aangeworven wordt in een ambt zoals het bestond vóór de inwerkingtreding van dit decreet, geacht met ingang van 1 september 2019 in elk nieuwe overeenstemmende ambt in vast verband benoemd of aangeworven te zijn op basis van de overeenstemmingstabel opgenomen in bijlage II bij dit besluit, indien het personeelslid over een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs beschikt voor dit (deze) nieuwe ambt(en). De toepassing van deze bepaling mag echter niet tot gevolg hebben dat het volume van de globale opdracht die het personeelslid definitief de dag vóór de inwerkingtreding van dit decreet genot, gewijzigd wordt.

§ 2. Bij een splitsing van het ambt worden de diensten die in het ambt vóór de inwerkingtreding van dit decreet door het personeelslid in tijdelijk verband gepresteerd worden, geacht gepresteerd te zijn in elk nieuwe overeenstemmende ambt op basis van de overeenstemmingstabel opgenomen in bijlage I bij dit decreet als het personeelslid over een vereist bekwaamheidsbewijs of een voldoende geacht bekwaamheidsbewijs beschikt.

In dit kader, voor het schooljaar 2019-2020, worden de personeelsleden die hun kandidatuur ingediend hebben voor de ambten voorafgaand aan de inwerkingtreding van dit decreet, geacht dit te hebben gedaan voor de nieuwe ambten.

**Art. 33.** De personeelsleden die in vast verband benoemd of aangeworven worden voor een opdrachtlast met onvolledige prestaties, behouden, in het (de) nieuwe ambt(en), het recht om hun opdracht uit te breiden overeenkomstig de statutaire bepalingen waaronder ze ressorteren.

De prioritaire tijdelijke personeelsleden behouden de mogelijkheid om in vast verband benoemd of aangeworven te zijn alsook aangesteld of aangeworven te zijn in de hoedanigheid van prioritaire tijdelijke personeelsleden in het (de) nieuwe ambt(en) volgens de statutaire bepalingen waaronder ze ressorteren.

**Art. 34.** In het kader van de regels bedoeld in dit hoofdstuk behoudt het benoemde of tijdelijke personeelslid waarvoor een nuttige ervaring voor een ambt vóór 1 september 2019 erkend wordt, deze erkenning in de uitoefening van zijn nieuwe ambt(en).

**Art. 35.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2019.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 10 januari 2019.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie,  
Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuzen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest  
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

—  
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 719-1. Commissieamendementen, nr. 719-2.- Commissieverslag nr. 719-3. – Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 719-4.- Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 719-5.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 9 januari 2019.